



## COMMUNIQUE DE PRESSE

# Le racisme joue un rôle déterminant dans l'exclusion des migrants et les violations de leurs droits

**Bruxelles, 2 mai 2017 – Les discours politiques anti-migrants et les politiques migratoires d'exclusion en Europe ont un impact disproportionné sur les migrants racisés, selon un nouveau rapport du Réseau européen contre le racisme, qui couvre 26 pays de l'Union européenne. Les migrants sont de plus en plus les cibles de violences racistes et de discours de haine ; et font face à des politiques et attitudes discriminatoires dans le marché de l'emploi.**

Des personnes fuyant les conflits ou situations de désespoir viennent trouver refuge en Europe, mais se retrouvent victimes d'attaques racistes, d'exploitation et de discriminations au travail. Ils entendent les politiciens et mouvements d'extrême droite dire qu'ils représentent une menace pour l'Europe, qu'ils sont des criminels, des profiteurs, des violeurs, et devraient être à tout prix interdits.

Les réactions des gouvernements face à l'augmentation du nombre de migrants et réfugiés arrivant en Europe se sont focalisées sur l'exclusion et la sécurité. Plusieurs Etats membres de l'Union européenne ont par exemple clairement spécifié que les migrants musulmans et en situation irrégulière n'étaient pas les bienvenus. D'autre part, les migrants africains sont présentés par les politiques et autres figures publiques comme des migrants 'économiques' ou 'illégaux'; alors que beaucoup d'entre eux ont besoin d'une protection humanitaire. En plus d'être discriminatoires, ces approches renforcent la criminalisation des migrants dans leurs parcours d'intégration.

La progression de partis et mouvements d'extrême droite, tels que Pegida et d'autres groupes à travers l'Europe, montre comment ces partis ont réussi à donner le ton des débats sur l'immigration, en particulier en ce qui concerne les migrants musulmans. Avec pour conséquence des discours et politiques anti-migrants considérés comme acceptables et banalisés à travers l'échiquier politique.

**Les attaques racistes ciblant les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés ont été signalées par les associations de la société civile à travers l'UE. En Allemagne, par exemple, 3729 attaques ont été commises contre des réfugiés et demandeurs d'asile en 2016 – soit plus de 10 attaques par jour. En Grèce, 75 incidents racistes ciblant des migrants et réfugiés ont été signalés en 2015 – soit une augmentation de 60% par rapport à 2014.**

Un certain nombre **d'obstacles dans le marché du travail** – discriminations, restrictions liées au statut migratoire, non-reconnaissance des diplômes, langues – ont pour conséquence un écart entre les taux d'emploi des migrants et ceux des ressortissants nationaux, ainsi qu'une proportion importante de migrants exploités au travail. En l'absence de programmes d'intégration qui prennent en compte les discriminations raciales dans l'emploi, l'accès et la progression sur le marché du travail restent difficile pour les migrants racisés. En Belgique, un rapport montre que plus de 60% de 176 agences offrants des services de ménage et nettoyage – un secteur qui emploie un nombre important de minorités et migrants – ont accepté les demandes discriminatoires de leurs clients.

Les migrants sont également victimes de **contrôles au faciès et de pratiques policières discriminatoires**, dans un contexte où l'immigration est présentée comme une menace pour l'Union européenne, et où plusieurs pays ont introduit des mesures de contrôles aux frontières et/ou de lutte contre le terrorisme. En Finlande, des policiers et gardes-frontières ont procédé à des contrôles d'identité ciblant les personnes « n'ayant pas

l'air finlandaises » dans plusieurs villes en avril 2016. En Italie, dans les centres de crise (« hotspots »), on interdit systématiquement à certaines nationalités africaines, comme les nigériens, de demander l'asile et ils reçoivent directement une notification de refus. En Autriche, Belgique, Espagne, France et au Royaume-Uni, les ressortissants étrangers et migrants musulmans sont de plus en plus fréquemment dénoncés à la police ou subissent des contrôles policiers à cause de « comportements suspects » présumés.

*« Ce sont les migrants racisés qui font les frais de politiques migratoires de plus en plus restrictives. Et cela a un impact dévastateur sur leurs vies – des attaques racistes aux discriminations et à l'exploitation au travail », a déclaré Amel Yacef, Présidente d'ENAR. « L'Union européenne et les dirigeants des Etats membres doivent mettre fin au cercle vicieux d'exclusion et de haine, et se focaliser sur les solutions à long terme pour remédier aux crimes de haine et aux discriminations ciblant les migrants. Au-delà de ça, il faut remettre en question les préjugés racistes sous-jacents dans les politiques migratoires européennes et nationales, afin de permettre une réelle inclusion et participation des migrants dans la société européenne ».*

**Pour plus d'informations, contactez:**

Georgina Siklossy, Responsable communication et presse

Tel: +32 (0)2 229 35 77 - Mobile: +32 (0)473 490 531 - Email: [georgina@enar-eu.org](mailto:georgina@enar-eu.org) - Web: [www.enar-eu.org](http://www.enar-eu.org)

**Notes à l'éditeur:**

1. Le Rapport 2015-2016 d'ENAR sur le racisme et la migration en Europe se base sur des informations et données concernant 26 pays européens: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie, Suède. Le rapport est disponible ici: [www.enar-eu.org/Shadow-Reports-on-racism-in-Europe](http://www.enar-eu.org/Shadow-Reports-on-racism-in-Europe).
2. Des visualisations de données sont disponibles ici: <http://www.enar-eu.org/Visualizations>
3. Le rapport sera présenté au Parlement européen le 2 mai à 15h30: <http://bit.ly/2owRE3m>
4. Le Réseau européen contre le racisme (ENAR asbl) lutte contre le racisme et les discriminations et promeut l'égalité et la solidarité pour tous en Europe. Nous connectons les ONG antiracistes aux niveaux local et national dans l'ensemble de l'Europe et nous faisons le porte-voix des préoccupations des minorités ethniques et religieuses dans les débats politiques européens et nationaux.